

Donald Trump a été élu démocratiquement malgré son franc parler et son discours radical. Il tente d'ailleurs de préserver la liberté des Américains. Pendant ce temps-là, en France, la dictature mondialiste achève de se mettre en place et la liberté d'expression vient d'être enterrée avec la loi dite de moralisation, en réalité un moralisme gauchiste totalitaire. Il s'agit d'une disposition qui vise à rendre inéligible un candidat qui n'aurait pas un casier judiciaire vierge, à l'heure où les persécutions contre les malpensants sont monnaie courante. Les opposants politiques sont d'ailleurs plus sévèrement réprimés que les criminels et les délinquants, preuve que le Système est quand même à bout de souffle et n'a plus que la violence comme dernier recours. D'autres mesures sont aussi absurdes, comme l'interdiction pour un élu d'employer un membre de sa famille. C'est une fois de plus un abandon de démocratie qui empêche le peuple de choisir ses élus, la justice corrompue et les associations communautaristes choisissant à sa place qui peut siéger.

La constitutionnaliste Anne-Marie Le Pourhiet, interrogée par Eugénie Bastié dans *Le Figaro* du 28 juillet 2017, a dénoncé cette "société bâillonnée", qui n'est faite que pour interdire toute opposition au système mondialiste qui repose sur l'immigrationnisme, le multiculturalisme et l'antiracisme. Le philosophe André Perrin vient de publier ses chroniques (2008-2016) intitulées *Scènes de la vie intellectuelle en France : l'intimidation contre le débat* (2017), préfacées par Jean-Claude Michéa, philosophe spécialiste d'Orwell, dans lesquelles il fustige la censure et l'autocensure qui règnent non seulement dans les médias mais sur toute la vie intellectuelle française. Le philosophe Laurent Fidès fait le même constat dans son ouvrage *Face au discours intimidant : essai sur le formatage des esprits à l'ère du mondialisme* (2017). Comme l'avait annoncé le dissident soviétique Vladimir Boukovsky, l'UERSS est en train de museler ses citoyens pour contraindre la population à accepter, puisqu'elle sera privée du droit de protester, l'invasion migratoire et le terrorisme intellectuel mis en place par un régime inique qui se prétend républicain mais qui ne défend rien d'autre que quelques intérêts privés.

La victoire de Trump nous ordonne de résister au cosmopolitiquement correct et à défendre coûte que coûte la liberté d'expression, condition nécessaire à la liberté de penser.

Jean-Yves Dufour